L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. — No 72, Rue de Chartres, entre Conti et Bienville. — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 8 JUILLET 1862 — G. P. Weisse, P. Lemy, W. Hoffman, G. Mabry — Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans.

MARDI MATIN, 8 JUILLET.

Les porteurs sont autorisés à prendre des abonnés à la semaine à raison de 25 cents.

Vente à l'encan de ce jour.

Par E. H. Jacobs, au bureau de l'Auctioneer commerce de Pydras et des Tchoupitoulas.

Par le shériff—Trois terrains dans le premier district de la succession G. V. Jones.

Le bill de confiscation.

La discussion sur le bill de confiscation a été reprise au Sénat des Etats Unis dans la séance du 25 juin; voici le compte rendu des débats d'après la *Tribune* du 26.

M. Browning (re., Ill.) a dit: nous sommes maintenant engagés dans une grande lutte pour décider la légalité constitutionnelle. Si dans cette lutte, la Constitution est renversée par tous les rebelles, on par les hommes loyaux on par tous à la fois, alors c'est en vain que le peuple se sera engagé. Le sénateur du Massachusetts [Sumner] a mis en avant à l'appui de cette mesure des vues nouvelles — des vues telles qu'elles détruiraient toute unité et qu'elles renverseraient la Constitution. Des arguments tirés de celle des colonies, ou de la loi anglaise, ne peuvent nous lier. Si nous avons le pouvoir de passer un bill de confiscation, il faut que le pouvoir soit dérivé de la Constitution. Les auteurs de cette mesure soutiennent que nous avons le pouvoir d'affranchir les esclaves, et de les faire citoyens. Ils nous accusent de nous donner aucune autorité.

M. Browning démontre ensuite les divers pouvoirs spéciaux accordés au Congrès dans la Constitution, et soutient que le bill accuse au fond ce pouvoir s'appuyer sur aucune clause constitutionnelle.

M. Sumner lit une clause du bill de la Chambre et dit que le bill est basé empruntement sur le pouvoir de consommer les peines.

M. Browning continue et dit qu'il n'entend le ménager. Sumner prétendre, dans son discours, que le Congrès pouvait exercer aujourd'hui le pouvoir de confiscation parce que la guerre durait et qu'il ne pourrait l'exercer demain et la paix arrivait. Ceci pourrait être vrai pour le gouvernement, mais l'orateur ne croit pas cela soit applicable au Congrès.

M. Sumner dit que le congrès peut, pendant la guerre, exercer contre les ennemis publics des pouvoirs qu'il ne peut exercer en temps de paix contre ces citoyens des Etats-Unis. Il est clair évident de la guerre qui apparaît aussi à toutes les nations, et ces droits peuvent être exercés tous par le Congrès, mais seulement en temps de guerre.

M. Browning soutient que la Constitution n'a pas investi le Congrès de tous les pouvoirs de la guerre. Le Congrès n'a pas le pouvoir de passer une loi sur ce qui peut être une nécessité politique. Le danger pour le pays est à redouter du département législatif et non du l'exécutif, par la facilité avec laquelle le département législatif peut couvrir ses desseins au moyen de la habitude de décalle. Le sénateur Sumner dit qu'il n'y a pas de limite au temps des mesures, mais la Constitution dit qu'on n'exigera pas de caution excessive, et les lois des nations et l'expérience de tous les âges nous font connaître des amendes et confiscations qui prennent tout.

M. Browning s'étend longuement pour prouver que les pouvoirs de confiscation et de libération sont restreints aux compétences en matière d'affaire de nécessité militaire, et le Congrès n'a pas de pouvoir de passer des lois en pour les contrôler. Chaque département de ce gouvernement est lié par notre Constitution dérivée et a ses limites prescrites. Cependant il semble que le sénateur originaire de soi-fier à l'indemnité et la presse, en conséquence, le Congrès de sortir de ses bornes et de faire ce qu'il n'a pas le droit de faire. L'ombre noire de l'esclavage semble s'être posée devant le sénateur et avoir obscurci la lumière avec laquelle il eût autrement envisagé la Constitution. Sortil jugera de supposer qu'il hait l'esclavage plus qu'il n'aime la Constitution? Vondrait-il voir périr la Constitution et l'esclavage ensemble et ne pouvait assurer autrement la destruction de l'esclavage? Admettant que le Congrès ne a aucun pouvoir sur l'esclavage dans les Etats en temps de paix, cependant ce sénateur reconnaît constitutionnel l'abolition de l'esclavage dans tous les Etats rebelles. L'orateur prétend distinguer nettement contre la dangereuse hérésie qui veut faire étendre les pouvoirs du Congrès en temps de guerre. Une telle hérésie fera plus que renverser le gouvernement que tous ce que pourrons faire les rebelles.

M. Dixon (rep. Conn.) a dit: nous sommes maintenant engagés dans une lutte pour maintenir la révolution, et il faut abattre la rébellion au prix de tous les sacrifices, et alors la question d'obtenir du savoir commant le gouvernement sera rétablit en quelle sera la condition des Etats qui se sont lancés follement dans la rébellion.

Cette question devra venir devant le peuple; et je ne mettrai pas accré dans cette discussion et je n'ai à moins de l'hérésie fatale contenue dans les résolutions du sénateur du Massachusetts, quand il déclare que ces Etats sont retombés dans la condition de territoires. L'orateur soutient qu'aucun acte prétendu de sécession n'a d'effet ni sur les droits ni sur les devoirs des Etats en rapport avec le gouvernement général. Aucun pouvoir autre qu'une révolution qui réussit ne peut séparer les Etats. S'il arrive à la question de savoir lequel de l'Union ou de l'esclavage doit périr, alors l'esclavage doit périr. Il croit que le président a pleins pouvoirs, comme commandant-en-chef, de lier sur les esclaves des rebelles contumaces comme acte de nécessité militaire, mais il a des doutes sérieux sur le pouvoir du Congrès de passer un tel acte, et il est opposé à la doctrine que le Congrès a plein de pouvoirs en temps de guerre qu'en temps de paix. Il demande instamment qu'à travers tous les troubles on adhère strictement à la Constitution dans toute son intégrité, et avec toute sa garantie.

M. Hale (rep. New Hampshire) dit qu'il ne désirait pas prendre part à ce débat et on n'avait avancé une doctrine qu'il considérée comme plus destructive du gouvernement et plus contraire à tous les principes de la Constitution que celle de la concentration de tous les pouvoirs exécutifs entre les mains de l'exécutif et qu'on leur pouvoirs au Congrès. Il est aussi étrange de supposer qu'une guerre donne au président des pouvoirs qu'il ne peut exercer en temps de paix contre ces citoyens des Etats-Unis. Il est aussi étrange de la guerre qui apparaissent à toutes les nations, et ces droits peuvent être exercés tous par le Congrès, mais seulement en temps de guerre.

M. Browning soutient que la Constitution n'a pas investi le Congrès de tous les pouvoirs de la guerre. Le Congrès n'a pas le pouvoir de passer une loi sur ce qui peut être une nécessité politique. Le danger pour le pays est à redouter du département législatif et non de